agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/RD CONGO - Vers une revanche des troupes sud-africaines retirées de Bangui et se trouvant actuellement dans le nord ?

Kinshasa (Agence Fides) – Les réfugiés, en grande partie des femmes et des enfants, provenant de République centrafricaine, ne sont pas les seuls à avoir trouvé refuge dans la province de l'Equateur, au nord de la République démocratique du Congo. On y trouve également des militaires centrafricains et sud-africains. Et c'est justement la présence des militaires du contingent envoyé par le Président Jacob Zuma pour appuyer le désormais déposé Chef de l'Etat centrafricain, François Bozizé, qui préoccupe les congolais.
Les sud-africains se sont en effet retirés après avoir officiellement perdu 13 hommes – mais d'autres sources font état d'un bilan beaucoup plus lourd, allant jusqu'à 70 personnels – dans la vaine tentative d'empêcher la prise de Bangui de la part des rebelles de la coalition Seleka (voir Fides 25/03/2013). Selon le quotidien congolais Le Potentiel, le contingent de Pretoria ne serait pas retourné en Afrique du Sud mais se trouverait dans les localités de Zongo et Gemena, dans le district du Nord Oubangui. En outre, à la différence des militaires centrafricains, leurs collègues sud-africains ne seraient pas désarmés mais auraient reçu de nouveaux ravitaillements en armes et en munitions en provenance d'Afrique du Sud.
Ces militaires pourraient être intégrés à la Brigade spéciale d'intervention prévue par les accords d'Addis Abeba (25/02/2013), mais cette dernière unité doit être déployée au Nord Kivu et non dans la province de l'Equateur.
On se demande donc si les militaires de Pretoria ne se préparent pas à retourner en Centrafrique afin de combattre les rebelles de la Seleka et de défendre les intérêts miniers et pétroliers dans ce pays de certains secteurs politiques et entrepreneuriaux sud-africains.
Il est cependant vrai qu'en Afrique du Sud, le Président Zuma doit faire face à une vague de critiques concernant sa gestion de la crise centrafricaine. Zuma est en effet accusé en particulier d'avoir envoyé les militaires sud-africains à Bangui sans en avoir informé le Parlement de manière claire et précise, violant ainsi la Constitution. Des critiques semblables ont également été avancées en ce qui concerne l'envoi d'hommes et de matériels – dont des avions et des hélicoptères de combat – en RDC en relation avec la participation sud-africaine à la constitution de la Brigade d'intervention. (L.M.) (Agence Fides 09/04/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it